

PROGRAMME DE PROTECTION DES SALAIRES POUR PETITES ENTREPRISES

Le Programme de protection des salaires assure aux petites entreprises un capital afin de régler 8 semaines de coûts salariaux y compris les avantages sociaux. Les fonds peuvent aussi être utilisés pour payer intérêts de crédits hypothécaires, loyer et charges.

Remise de dettes

Les fonds fournis prennent forme d'emprunt qui sera entièrement remboursé si les fonds sont utilisés pour régler les coûts salariaux, intérêts de crédits hypothécaires, loyer, et charges (en raison d'une probable forte souscription, au moins 75% du montant remboursé devra avoir été utilisé pour les paies). Les paiements de prêts seront aussi différés de six mois. Aucune garantie collatérale ou personnelle n'est requise. Ni le gouvernement ni les prêteurs ne factureront aux petites entreprises des frais.

Garder les employés au sein de l'entreprise—ou réembaucher rapidement

Le remboursement est basé sur le maintien ou la réembauche rapide des employés et le maintien du niveau des salaires par l'employeur. Le remboursement sera réduit si l'effectif à temps plein baisse, ou si les salaires et traitements diminuent.

Toutes les petites entreprises admissibles

Les petites entreprises de 500 employés ou moins—y compris les associations à but non lucratif, les organisations d'anciens combattants, les entreprises tribales, les travailleurs indépendants, les entreprises individuelles et les auto-entrepreneurs—sont admissibles. Les entreprises de plus de 500 salariés sont admissibles dans certains secteurs.

Quand postuler

À partir du 3 avril 2020, les petites entreprises et les entreprises individuelles peuvent postuler. À partir du 10 avril 2020, les auto-entrepreneurs et les travailleurs indépendants peuvent postuler. Nous vous encourageons à postuler le plus rapidement possible car il existe un plafond de financement.

Comment postuler

Vous pouvez faire votre demande par l'intermédiaire de tout prêteur existant du programme SBA 7(a) ou de toute institution de dépôt assurée sur le plan fédéral, de toute coopérative de crédit assurée sur le plan fédéral et de toute institution du Système de crédit agricole participant. D'autres prêteurs réglementés seront disponibles pour accorder ces prêts une fois qu'ils auront été approuvés et inscrits au programme. Vous devriez consulter votre prêteur local pour savoir s'il participe au programme. Tous les prêts auront les mêmes conditions, quel que soit le prêteur ou l'emprunteur. Une liste des prêteurs participants ainsi que des informations supplémentaires et les conditions complètes sont disponibles sur le site www.sba.gov.

Le Programme de protection des salaires est implémenté par l'Administration des Petites Entreprises (SBA) avec le soutien du Département du Trésor. Les prêteurs devraient aussi visiter les sites www.sba.gov ou www.coronavirus.gov pour plus d'informations.

Source: <https://home.treasury.gov> Le 12 avril 2020



**Programme de protection des salaires
Formulaire de demande d'emprunt**

OMB n° de contrôle : 3245-0407

Date d'expiration : 09/30/2020

Cochez une case : <input type="checkbox"/> Entreprise individuelle <input type="checkbox"/> Association <input type="checkbox"/> C-Corp [S.A. de type C] <input type="checkbox"/> S-Corp [S.A. de type S] <input type="checkbox"/> LLC [S.à.r.l.] <input type="checkbox"/> Auto-entrepreneur <input type="checkbox"/> Travailleur indépendant éligible <input type="checkbox"/> 501(c)(3) organisation à but non lucratif <input type="checkbox"/> 501(c)(19) organisation des anciens combattants <input type="checkbox"/> Entreprise tribale (sec. 31(b)(2)(C) de la Loi sur les petites entreprises) <input type="checkbox"/> Autre		DBA ou dénomination commerciale s'il y a lieu	
Nom légal de l'entreprise			
Adresse de l'entreprise		TIN [Numéro d'identification du contribuable] de l'entreprise (EIN [n° d'identification de l'employeur], SSN [n° de sécurité sociale])	Téléphone de l'entreprise
			() -
		Contact principal	Adresse email

Masse salariale mensuelle moyenne :	\$	X 2.5 + EIDL, net d'avance (le cas échéant) égale demande de prêt :	\$	Nombre d'employé :	
Objet du prêt					
(Sélectionnez plus d'une case) : <input type="checkbox"/> Paye <input type="checkbox"/> Loyer/ Intérêts de crédit hypothécaire <input type="checkbox"/> Charges <input type="checkbox"/> Autre (expliquez) : _____					

Propriété du Demandeur

Enumérez tous les propriétaires de 20% ou plus des capitaux propres du Demandeur. Joindre une feuille séparée si nécessaire.

Nom du Propriétaire	Titre	Possession %	TIN (EIN, SSN)	Adresse

Si la réponse aux questions (1) ou (2) ci-dessous est "Oui," le prêt ne sera pas accordé.

Question	Oui	Non
1. Le Demandeur ou tout propriétaire du Demandeur est-il actuellement suspendu, exclu, proposé pour une radiation, déclarée inéligible, volontairement exclu de la participation à cette transaction par tout département ou agence fédérale, ou actuellement impliqué dans une faillite ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Le Demandeur, tout propriétaire du Demandeur, ou toute entreprise appartenant à ou contrôlée par l'un d'entre eux a-t-il déjà obtenu un prêt immédiat ou garanti de la SBA ou de toute autre agence fédérale, qui est actuellement impayé ou l'a été dans les 7 dernières années et a causé une perte au gouvernement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Le Demandeur ou tout propriétaire du Demandeur est-il propriétaire d'une autre entreprise, ou a-t-il une gestion commune avec une autre entreprise ? Si oui, veuillez énumérer toutes ces entreprises et décrire la relation sur une feuille séparée identifiée comme addendum A.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Le Demandeur a-t-elle reçu un Prêt d'urgence en cas de catastrophe économique de la SBA entre le 31 janvier 2020 et le 3 avril 2020 ? Si oui, veuillez fournir des détails sur une feuille séparée identifiée comme addendum B.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si la réponse aux questions (5) ou (6) ci-dessous est "Oui," le prêt ne sera pas accordé.

Question	Oui	Non
5. Le Demandeur (s'il s'agit d'un individu) ou tout individu possédant 20% ou plus du capital propre du Demandeur fait-il l'objet d'une inculpation, d'une information criminelle, d'une mise en examen, ou d'autres moyens par lesquels des poursuites pénales formelles font appel à une juridiction, ou est-il actuellement incarcéré, ou en sursis avec mise à l'épreuve ou en liberté conditionnelle ? Veuillez parapher ici pour confirmer votre réponse à la question 5 → _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Au cours des 5 dernières années, pour tout crime, le Demandeur (s'il s'agit d'un individu) ou tout propriétaire du Demandeur a-t-il 1) été condamné; 2) plaidé coupable; 3) plaidé nolo contendere; 4) été placé en détention provisoire; ou 5) été placé sous quelque forme de liberté conditionnelle ou de sursis avec mise à l'épreuve (y compris mise à l'épreuve avant le jugement) ? Veuillez parapher ici pour confirmer votre réponse à la question 6 → _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Les Etats-Unis sont-ils le principal lieu de résidence de tous les employés de l'entreprise candidate inclus dans le calcul de la masse salariale de l'entreprise candidate ci-dessus ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Le Demandeur est-il une franchise figurant dans le Répertoire des franchises de la SBA ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



Programme de protection des salaires Formulaire de demande d'emprunt

En signant ci-dessous, vous réalisez les suivantes représentations, autorisations et attestations

ATTESTATIONS ET AUTORISATIONS

J'atteste que :

- J'ai lu les déclarations figurant dans ce formulaire, y compris les déclarations exigées par loi et décret présidentiel, et je les ai compris.
- Le Demandeur est admissible à recevoir un prêt conformément au règlement en vigueur au moment de la présentation de la demande, émis par l'Administration des Petites Entreprises (SBA) mettant en œuvre le Programme de protection de salaires en vertu de la Division A, Titre I de la Loi sur l'aide, l'exemption et sur la sécurité économique, pour le coronavirus, (Loi CARES) (Règlement du Programme de protection de salaires).
- Le Demandeur (1) est un auto-entrepreneur, un travailleur indépendant éligible ou une entreprise individuelle ou (2) n'emploie pas plus de 500 personnes ou, le cas échéant, emploie au maximum, le nombre d'employés standard établie par la SBA dans l'article 13 C.F.R. 121.201 [Code des Règlements Fédéraux] pour le secteur du Demandeur, le plus élevé des deux.
- Je respecterai, à tout moment applicable, les droits civils et autres limitations figurant dans ce formulaire.
- Tous les profits des prêts de la SBA seront uniquement utilisés à des fins en relation avec l'entreprise, comme spécifié dans la demande de prêt et conformément au règlement du Programme de protection des salaires.
- Dans la mesure du possible, je n'achèterai que des équipements et produits de fabrication américaine.
- Le Demandeur n'est engagé dans aucune activité illégale en vertu de la loi fédérale, d'Etat ou locale.
- Tout prêt reçu par le Demandeur en vertu de la Section 7(b)(2) de la Loi sur les petites entreprises entre le 31 janvier 2020 et le 3 avril 2020 avait un autre but que de payer les coûts salariaux et autres utilisations valables selon le Règlement Programme de protection des salaires.

Pour les Demandeurs étant des individus : j'autorise la SBA à solliciter des informations sur mon casier judiciaire aux organismes de justice pénale afin de déterminer mon admissibilité aux programmes autorisés par la Loi sur les petites entreprises, dans sa version modifiée.

ATTESTATIONS

Le représentant autorisé du Demandeur doit certifier en toute bonne foi de tous les éléments ci-dessous en **paraphant** à côté de chacun d'eux :

_____ Le Demandeur était en activité le 15 février 2020 et avait des employés pour lesquels il payait salaires et charges salariales ou payait des auto-entrepreneurs, comme indiqué dans le(s) Formulaire(s) 1099-MISC.

_____ L'incertitude économique actuelle rend nécessaire cette demande de prêt pour soutenir la gestion continue de l'entreprise du Demandeur.

_____ Les fonds seront utilisés pour conserver les travailleurs et maintenir la masse salariale ou réaliser les paiements d'intérêts de crédits hypothécaires, les paiements de loyers, et les paiements de charges, comme indiqué selon le Règlement du Programme de protection des salaires ; je comprends que si les fonds sont sciemment utilisés à des fins non autorisées, le gouvernement fédéral peut me tenir responsable pour des accusations de fraude.

_____ Le Demandeur fournira au prêteur la documentation vérifiant le nombre d'employés équivalents temps plein dans la masse salariale du Demandeur ainsi que le montant en dollar des coûts salariaux, des paiements des intérêt de crédits hypothécaires couverts, des paiements de loyers couverts, et des charges couvertes pour la période de huit semaines suivant ce prêt.

_____ Je comprends que le remboursement de prêt sera assuré pour la somme des coûts salariaux documentés, paiements des intérêts de crédits hypothécaires couverts, paiements de loyers couverts, et charges couvertes, et pas plus de 25% du montant remboursé peut être pour des coûts non salariaux.

_____ Durant la période comprise entre le 15 février 2020 et le 31 décembre 2020, le Demandeur n'a pas reçu et ne recevra pas d'autre prêt selon le Programme de protection des salaires.

_____ De plus, j'atteste que l'information fournie dans cette demande et l'information fournie dans tous les documents et formulaires complémentaires est vraie et exacte en tous points. Je comprends que faire sciemment une fausse déclaration afin d'obtenir un prêt garanti de la SBA est puni par la loi, et notamment d'après les articles 18 USC 1001 et 3571 [Code des États-Unis] d'une peine de prison de moins de cinq ans et/ou d'une amende s'élevant jusqu'à 250,000 dollars; d'après les articles 15 USC 645 d'une peine de prison ne dépassant pas les deux ans et/ou d'une amende ne dépassant pas les 5,000 dollars; et, si le cas est soumis à une institution assurée sur le plan fédérale, d'après les articles 18 USC 1014 d'une peine de prison ne dépassant pas les trente ans et/ou d'une amende ne dépassant pas 1,000,000 de dollars.

_____ J'admets que le prêteur confirmera le montant éligible du prêt en utilisant les documents requis soumis. Je comprends, admets et accepte que le prêteur puisse partager toute information fiscale que j'ai fournie avec les représentants autorisés de la SBA, y compris avec les représentants autorisés du Bureau de l'Inspecteur Général de la SBA, dans un but de conformité avec le Programme de prérequis pour prêt de la SBA et de tous les examens de la SBA.

Signature du représentant autorisé du Demandeur

Date

Nom en caractères d'imprimerie

Titre



Programme de protection des salaires Formulaire de demande d'emprunt

Objet de ce formulaire :

Ce formulaire doit être rempli par le représentant autorisé du Demandeur et *soumis à votre prêteur de la SBA participant* au programme. La soumission de l'information requise est demandée afin de déterminer l'admissibilité à une aide financière. Le manquement à la soumission de l'information peut affecter cette décision.

Instructions pour compléter ce formulaire :

A propos de l'« objet du prêt », les coûts salariaux consistent en une compensation aux employés (dont leur principal lieu de résidence est les Etats-Unis) sous forme de salaire, paye, commissions, ou compensation similaire; pourboires en espèce ou l'équivalent (en se basant sur le registre des précédents pourboires de l'employeur ou, en l'absence d'un tel registre, une estimation raisonnable et de bonne foi de l'employeur d'un tel pourboire); paiement pour des vacances, congés parentales, familiales, médicales, ou arrêt maladie; indemnités d'absence du foyer ou de licenciement; paiement pour l'apport des avantages sociaux consistant en une couverture collective de santé, dont une prime d'assurance et de retraite; paiement des impôts d'Etat et locaux évalués sur les compensations des employés; et pour un auto-entrepreneur ou une entreprise individuelle, salaire, commissions, recettes, ou revenus nets provenant d'un travail indépendant ou compensation similaire.

Afin de calculer la «masse salariale mensuelle moyenne,» la plupart des Demandeurs utiliseront la masse salariale mensuelle moyenne de 2019, à l'exclusion des coûts supérieurs à \$100,000 sur une base annualisée pour chaque employé. Pour les entreprises saisonnières, le Demandeur peut choisir d'utiliser plutôt la masse salariale mensuelle moyenne pour la période comprise entre le 15 février 2019 et le 30 juin 2019, à l'exclusion des coûts supérieurs à \$100,000 sur une base annualisée pour chaque employé. Pour les nouvelles entreprises, la masse salariale mensuelle moyenne peut se calculer en utilisant la période comprise entre le 1^{er} janvier 2020 et le 29 février 2020, à l'exclusion des coûts supérieurs à \$100,000 sur une base annualisée pour chaque employé.

Si le Demandeur refinance un Prêt d'urgence en cas de catastrophe économique (EIDL) : Veuillez ajouter le montant impayé d'un EIDL accordé entre le 31 janvier 2020 et le 3 avril 2020, moins le montant de toute « avance » au titre d'un prêt EIDL COVID-19, dans la demande de prêt comme indiqué dans le formulaire.

Toutes les parties énumérées ci-dessous sont considérées propriétaires du Demandeur comme défini dans l'article 13 CFR § 120.10, ainsi que comme «mandantes» :

- Pour une entreprise unique, l'unique propriétaire ;
- Pour une association, tout commandité, et tout commanditaire possédant 20% ou plus du capital propre de l'entreprise ;
- Pour une société anonyme, tout propriétaire de 20% ou plus de la société ;
- Pour des sociétés à responsabilité limitée, tout membre possédant 20% ou plus de la société ; et
- Tout fiduciaire (si un trust est le propriétaire du Demandeur).